

Eric Rimbaux
MCF
Sciences économiques, section CNU 05

1986 *Maîtrise d'économétrie*, Université Paris X Nanterre
1988 *DEA Monnaie et financement*, Université Paris X Nanterre
1988-1991 *Allocataire – Moniteur*, Université Paris X Nanterre
1991-1993 *ATER* Université Paris X Nanterre
1993 *Doctorat en sciences économiques* Université de Paris X Nanterre
1995 *Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté*
2004-2019 *Responsable du Master 1 Gestion des ressources humaines*, Belfort
2008-2012 *Directeur du département AES-Droit (UFR STGI)*
2010 *Maître de conférences hors classe*
2019 *Responsable de l'apprentissage, Master 1 GRH*, Belfort
2020 à ce jour : *Directeur des études, UFR STGI de l'Université de Franche-Comté*
2020 *MCF hors classe, échelon exceptionnel*
2021 à ce jour : *Responsable du PPPE-AES (Parcours préparatoire au professorat des écoles)*

Activité pédagogique

1. Principaux enseignements :

Monnaie (L2 AES) Le cours présente la monnaie, les banques et les marchés financiers.

Economie du travail (L3 AES) Le cours présente le marché du travail en insistant sur l'articulation entre théorie et vérification empirique.

Techniques d'enquête (L3 AES) Le cours présente les techniques de réalisation d'un questionnaire d'enquête à l'aide du logiciel Le Sphinx. Le contrôle prend la forme d'une enquête réalisée par chaque étudiant qui fait l'objet d'un mémoire.

Economie managériale (L3 AES) Le cours présente l'application des outils économiques comme la théorie des jeux à la stratégie de l'entreprise. Les TD sont un ensemble d'expériences d'économie comportementale dont les étudiants sont les sujets.

Management case studies (M1 GRH) Le cours présente l'analyse comportementale des comportements contraires à l'éthique dans l'entreprise, puis formalise la gestion des conflits. Les cas pratiques sont présentés à l'aide de vidéos et le contrôle prend la forme de vidéos réalisées par les étudiants. L'ensemble du cours et du contrôle sont en anglais.

Economie du travail et des ressources humaines (M1 GRH) Le cours met l'accent sur les avancées en matière d'analyse du marché du travail et sur les vérifications empiriques qui éclairent les problématiques du débat public sur le sujet.

Restructurations (M2 GRH) Le cours présente l'articulation entre la problématique de la création de valeur et les restructurations. On analyse les réussites et les échecs en matière de fusions-acquisitions.

Analyse transactionnelle (M2 GRH) Présentation de cet outil de gestion des conflits.

Economie de l'environnement (M1 Gestion de l'environnement durable) Ce cours pour non-spécialistes présente la boîte à outils de l'économiste puis analyse les externalités, la pollution, les ressources renouvelables et non renouvelables.

Encadrement de stages (L3, M1 et M2) Suivi de la rédaction du mémoire de stage.

Suivi d'apprentissage (M2) Suivi de l'apprentissage et de la rédaction du mémoire de stage.

Validation des acquis de l'expérience (M2) Présidence du jury de l'oral de V.A.E. qui décerne le master sur présentation de la carrière professionnelle.

2. Direction, animation, montage de formations

- Directeur des études de l'UFR STGI janvier 2020 – juin 2022
- Montage du PPPE-AES (2021). Actuellement responsable du PPPE côté université

Activité scientifique

1. *Présentation synthétique des thématiques de recherche : grands axes de recherches et apport dans le ou les domaines concernés*

Thématique de la mesure de l'activité scientifique des économistes

La mesure de l'activité scientifique s'est développée à partir de l'indice H de Hirsch, qui se base sur le nombre de citations des articles de l'auteur dans les bases de données bibliographiques. Les apports de mes articles sur le sujet ont été de deux ordres, théoriques en démontrant les propriétés des différents indices, et empiriques en utilisant la base de données nominative des enseignants-chercheurs et chercheurs français en économie et gestion. On a ainsi une évaluation chiffrée de la productivité scientifique des chercheurs et de leurs laboratoires. Nous trouvons que la distribution des chercheurs est parétienne, 5 % des chercheurs recueillant la moitié des citations. On obtient également un classement des centres de recherche et des départements d'économie.

Thématique de l'incidence économique de la fiscalité

L'incidence économique de l'impôt sur les sociétés sur l'investissement a été modélisée par la notion de coût d'usage du capital due à Jorgenson, qui permet de mesurer les déterminants de l'investissement productif. Dans ce cadre, l'évaluation de l'effet de la fiscalité nécessite le calcul du taux d'imposition marginal effectif (terme dû à King et Fullerton) qui tient compte de toute la complexité du système d'imposition des sociétés des différents pays. Nous avons calculé l'évolution des taux d'imposition marginaux effectifs pour cinq pays pour la période 1970-1995. On voit que l'imposition des sociétés est particulièrement problématique en période d'inflation.

Les impôts directs sur les personnes ou sur les sociétés font l'objet d'une concurrence fiscale au niveau européen. On montre le degré d'harmonisation fiscale souhaitable pour chaque type d'impôt.

Thématique de la malédiction des ressources

On parle de « malédiction des ressources » pour désigner le fait que les pays les mieux pourvus en ressources naturelles ne sont pas ceux qui présentent le taux de croissance le plus fort. Sur un échantillon de pays producteurs de pétrole et/ou de gaz, nous montrons que cette « malédiction » est vérifiable économétriquement et qu'elle est liée à la (mauvaise) qualité des institutions.

2. *Publications : présentation, en quelques lignes, des 5 publications (ou brevets, logiciels, compte rendus, rapports) jugées les plus significatives*

Thématique de la mesure de l'activité scientifique des économistes

Publication n°1 Research in Economics and Management in France: A bibliometric study using the h-index, *Journal of socio-economics*

Ce papier présente différentes mesures de la qualité de recherche à l'aide de l'indice H de Hirsch (2005) et d'autres indices dérivés. On obtient un classement des départements d'économie et de gestion en France. Cela nous permet d'estimer la qualité de l'environnement de recherche. On se rend compte qu'une petite fraction des chercheurs réalisent l'essentiel de la recherche. Une plus

grande concentration des chercheurs assurerait donc une plus grande visibilité internationale de la recherche française en matière d'économie et de gestion.

Publication n°2 **De la réputation scientifique et de sa mesure**, *Revue française d'économie*

L'objet de cet article est de chercher à mesurer le niveau académique des écoles de commerce, des départements d'économie et de gestion de l'université et des laboratoires CNRS en utilisant un critère mesurant la qualité de la recherche, l'indice h de Hirsch [2005].

Dans la première section nous rappelons la définition de l'indice h de Hirsch [2005] et étudions quelques-unes de ses propriétés. Dans la deuxième section, nous présentons le modèle linéaire de Hirsch dont nous donnons une solution exacte (et non une approximation comme dans Hirsch [2005]). Dans la troisième section, nous présentons la méthode de construction de notre base de données. Dans la quatrième section, nous présentons les principaux résultats empiriques. Enfin dans la cinquième section, nous utilisons ces résultats empiriques pour obtenir un classement des départements d'économie et de gestion ainsi que des principales écoles de commerce et des laboratoires CNRS.

Thématique de l'incidence économique de la fiscalité

Publication n°3 **Marginal effective tax rates in retrospect, 1970-1995** », *Public Finance / Finances Publiques*

Les taux d'imposition marginaux effectifs (TIME) sont habituellement calculés pour une seule année budgétaire. Nous construisons une série de TIME sur la période 1970-1995 pour la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Les TIME sont calculés sur un projet d'investissement type avec un taux de rendement avant impôt fixé. Nous montrons qu'un changement majeur de politique fiscale s'opère avec la fin de la période d'inflation et l'apparition de la concurrence fiscale. A la période de politiques discrétionnaires induisant de nombreuses distorsions a succédé une baisse des taux d'imposition.

Publication n°4 **Impôts directs et politique fiscale européenne**, *Revue d'économie politique*

Nous nous interrogeons sur la nécessité d'harmoniser les impôts directs dans le cadre de la construction européenne. Nous mettons en relation la théorie de l'intégration et le mode de coordination choisi en matière de politique fiscale, car, selon Tinbergen, l'intégration est la politique qui montre un optimum de centralisation. Il faut donc déterminer le meilleur équilibre entre concurrence fiscale et fédéralisme.. Pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, le niveau de juridiction chargé de mettre en œuvre le processus de redistribution est fondamental. Nous plaidons en faveur d'une redistribution nationale, alliée à des éléments de convergence, sans harmonisation stricte du prélèvement. L'analyse du second type d'impôt direct, l'impôt sur les sociétés, est centrée sur la question de l'efficacité et non plus de l'équité. L'imposition du capital soulève deux problèmes, distincts en économie intégrée, l'imposition de l'épargne et l'imposition de l'investissement. Nous évaluons la désincitation à investir à partir de calculs de taux d'imposition marginaux effectifs et nous déterminons le principe d'imposition de l'épargne le plus adéquat. Nous montrons que la mobilité du capital n'implique pas une disparition rapide des impôts reposant sur cette base.

Thématique de la malédiction des ressources

Publication n°5 **Transition énergétique durable dans les pays exportateurs d'hydrocarbures**

Certains pays disposent de ressources naturelles abondantes, comme les pays producteurs de pétrole. Ils disposent alors d'une rente de rareté qui vient du fait que ces ressources naturelles sont épuisables : les profits sont plus élevés qu'habituellement.

On pourrait penser que cette rente allait être investie dans une diversification : la mono-activité d'extraction d'une ressource ne peut que disparaître à long terme. La rente serait alors favorable au

décollage économique du pays.

Or on constate que de nombreux pays largement pourvus en pétrole voient leur croissance stagner. C'est la « malédiction des ressources ».

Reste à savoir d'où vient cette malédiction. Pour le savoir, avec Fatima Boualam nous avons mené une étude statistique sur 52 pays exportateurs de pétrole. Nous avons examiné les liens entre le taux de croissance de ces pays et l'évolution de leur population, de leurs investissements et des exportations de pétrole, plus un indicateur de qualité des institutions.

En effet on peut penser que la mauvaise gouvernance de certains de ces pays jouent un rôle dans leurs performances. Ces économies rentières sont mono-exportatrices, souffrent d'une absence de diversification et donc d'une faiblesse du secteur privé. Le rôle joué par l'Etat dans l'économie est alors central : il a pour fonction de transformer la rente de rareté en revenus. Or les institutions, dont l'Etat, ce sont les règles du jeu d'une société et leur capacité à encourager un comportement économique souhaitable. Lorsque les institutions sont défaillantes, l'expansion du secteur pétrolier ne favorise pas la croissance.

Si les pays exportateurs d'hydrocarbures sont victimes d'une pure et simple « malédiction des ressources », la contribution à la croissance des exportations de pétrole sera négative. La contribution de la qualité des institutions sera nulle. Si, en revanche, l'exploitation des ressources en hydrocarbures peut être positive pour la croissance selon la qualité des institutions, les contributions des exportations et de la qualité des institutions seront positives.

En utilisant l'indicateur de qualité des institutions construit par la Banque Mondiale, l'étude statistique tranche en faveur de la deuxième possibilité : ce n'est pas que la présence de ressources épuisables comme le pétrole soit défavorable à la croissance d'un pays en soi. C'est plutôt que la mauvaise qualité des institutions conduit le pays investir exclusivement dans le secteur pétrolier dans le but de se partager la rente de rareté.

- *activités éditoriales (expertises, responsabilités de collections...)*

Rapporteur pour : Revue d'économie politique, Revue économique, Revue française d'économie, Economie et prévision.

Responsabilités collectives

Responsable du PPPE-AES de Belfort

Directeur des études de l'UFR STGI janvier 2020 -juin 2022

J'assure le pilotage des formations et des nouvelles maquettes, l'innovation pédagogique avec l'approche par compétences en liaison avec le SUP-FC, ainsi que la promotion des formations de l'UFR. Je suis un relais entre le Directeur d'UFR, la RSA chargée de la formation et les différents départements.

Responsable du département AES-Droit de Belfort 2008-2012

J'ai dirigé le *département AES-Droit* qui est une entité assez autonome dans l'UFR STGI dont il fait partie car les autres départements portent sur des disciplines très différentes, physique, sciences de la vie, LEA. Il fallait superviser le travail du secrétariat car il n'y avait pas de responsable administratif sur place, recruter les enseignants vacataires, établir les emplois du temps, établir les VA. Tout ceci pour la licence Droit, la licence AES et le Master de ressources humaines.

Responsable du M1 GRH, Belfort (jusqu'en août 2019)

Liste classée des publications

- *Articles dans revues internationales à comité de lecture*
 Courtault J.M., Hayek N., **Rimbaux R.**, Zhu T. (2010) « Research in Economics and Management in France: A bibliometric study using the h-index », *Journal of socio-economics*, Vol.39-2, avril 2010, pp. 329-337.
Rimbaux E. (1996) « Marginal effective tax rates in retrospect, 1970-1995 », *Public Finance / Finances Publiques*, vol 51, n°1/1996, pp. 92-127.
- *Articles dans revues nationales à comité de lecture*
 Courtault J.M., **Rimbaux E.**, Zhu T. (2011) « De la réputation scientifique et de sa mesure », *Revue française d'économie*, Vol. 25-3, 2011, pp. 185-230.
 Gaudillat A., **Rimbaux E.** (1997) « Impôts directs et politique fiscale européenne », *Revue d'économie politique*, vol. 107 (2), mars-avril 1997, pp. 255-283.
 Gaudillat A., **Rimbaux E.** (1997) « L'impôt sur la fortune en France » (avec Anne Gaudillat), *Reflets et perspectives de la vie économique*, tome XXXVI, 3ème trimestre 1997, n°3, pp.43-54.
Rimbaux E. (1991) « Cycle, trend et marche aléatoire », *Revue d'économie politique*, Vol. 101 n°5, septembre-octobre 1991, pp. 809-818.
- *Chapitres d'ouvrages*
Rimbaux E. (1991) Entrées : « Prélèvements obligatoires (notion de) », pp. 1185-1188, « Prélèvements obligatoires (niveau et structure) », pp. 1189-1192, et « Distorsion fiscale », p. 636, du Dictionnaire encyclopédique des finances publiques, Loïc PHILIP éd., Economica.
- *Actes publiés de conférences internationales, congrès et colloques...*
 Boualam F., **Rimbaux E.** (2013) "Transition énergétique durable dans les pays exportateurs d'hydrocarbures", *Ecole d'été RRI*, Belfort, 28-31 août 2013.